



UNION EUROPÉENNE



**RÉGION  
PROVENCE  
ALPES  
CÔTE D'AZUR**



## FICHE OPÉRATION CRP INTERFONDS FEDER – FSE

Fonds :	Fonds européen de développement régional
N° opération :	PA0000572
Bénéficiaire :	20003370200024 SYNDICAT MIXTE OUVERT PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR TRES HAUT DEBIT ( SMO PACA THD )
Action en cours :	En attente comité décisionnel
État opération :	Présenté en comité décisionnel
Version de l'opération :	2

### IDENTIFICATION DES BENEFICIAIRES

Chef de file / Bénéficiaire Ultime / Personne Morale	
N° SIRET :	20003370200024
Raison sociale :	SYNDICAT MIXTE OUVERT PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR TRES HAUT DEBIT ( SMO PACA THD )
Adresse :	BATIMENT GERARD MEGIE - 4EME ETAGE 13547 AIX EN PROVENCE CEDEX 4



## RATTACHEMENT AU PROGRAMME

Codification principale	
Fonds :	Fonds européen de développement régional
Programme :	Programme Opérationnel FEDER-FSE Provence Alpes Côte d'Azur 2014-2020
Codification :	AP02 - Axe prioritaire : Développer l'économie et les services numériques / OT02 - Objectif thématique : Améliorer l'accès aux technologies de l'information et de la communication, leur utilisation et leur qualité / PI02a - Priorité d'investissement : Etendre le déploiement de la large bande et la diffusion de réseaux à grande vitesse et soutenir l'adoption des technologies et réseaux émergents pour l'économie numérique / AP02-OT02-PI02a-OS2a - Objectif spécifique : Connecter au très haut débit les sites prioritaires, stratégiques pour le développement territorial

## DESCRIPTION

Intitulé de l'opération	PI2A - 2015 DEPLOIEMENT DU TRES HAUT DEBIT POUR LES ENTREPRISES ET SITES A ENJEUX DES DEPARTEMENTS DES ALPES DE HAUTE-PROVENCE ET DES HAUTES ALPES
Appartenance à un groupe d'opération :	Non

Localisation de l'opération	
Description :	Départements 04 et 05
Zone(s) :	
Type	Libellé
Département INSEE	Hautes-Alpes
Département INSEE	Alpes-de-Haute-Provence

Appel à projet	
Date limite de remise de dossier	30/06/2015
Référence de l'appel à projet	N° :AP-2015-FEDER-PI2a : Connecter au Très haut débit les sites pri./.

Liste des comités				
Libellé	Type	Nature	Date	Avis
CRP Interfonds en consultation écrite du 26 novembre 2015	Décisionnel	Dématérialisé	26/11/2015	Accepté
CRP Interfonds en consultation écrite du 13 février 2020	Décisionnel	Dématérialisé	13/02/2020	

Description de l'opération
<p>Le Syndicat Mixte Ouvert Provence-Alpes-Côte d'Azur Très Haut Débit (ci-après « PACA THD ») a été créé le 4 octobre 2012 par la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, le Conseil Départemental des Alpes-de-Haute-Provence et le Conseil Départemental des Hautes-Alpes.</p> <p>PACA THD s'est vu transférer par ces trois collectivités la compétence d'aménagement numérique visée à l'article L. 1425-1 du code général des collectivités territoriales (CGCT) pour le territoire des deux départements précités.</p> <p>PACA THD répond à la fois aux objectifs décrits dans la Stratégie de Cohérence Régionale d'Aménagement Numérique (SCoRAN) et qui sont le fondement de l'action de la Région et à ceux des deux départements au travers de leur Schéma</p>



Directeur Territorial d'Aménagement Numérique respectif (SDTAN).

#### SCoRAN

Les objectifs inscrits dans la Stratégie de Cohérence Régionale d'Aménagement Numérique (SCoRAN) sont de permettre un accès au très haut débit et plus particulièrement à la fibre optique pour l'ensemble de la population régionale à l'horizon 2030 au plus tard.

La SCoRAN a fixé une trajectoire ambitieuse en termes de desserte très haut débit à l'horizon 2020, puisqu'à cette date au moins 70 % de la population de chaque département devrait être couverte en THD.

Le souci a été de garantir un accès équitable des citoyens aux réseaux numériques et de lutter contre la segmentation territoriale en faisant en sorte que 100 % de la population soit couverte à 10 Mbit/s en 2020.

L'esprit de la SCoRAN est d'intervenir en complément de l'initiative privée.

Issu de cette SCoRAN, un Programme Régional, nouveau cadre d'intervention d'Aménagement numérique a été voté à l'unanimité le 16 décembre 2011 en même temps que l'adoption de la SCoRAN. Reprenant la vision à long terme de la SCoRAN, un plan d'action à court/moyen terme a été défini avec des objectifs temporels :

- Avant fin 2013, l'affirmation d'un 2 Mbit/s pour tous ;
- Dans les 5 prochaines années, raccordement en fibre optique des Sites publics, Universités, Centres de recherche, Lycées, Etablissements de santé ;

En 2020, l'objectif est d'atteindre un niveau de services de 10 Mbit/s (Triple Play, TV HD) pour tous, le raccordement des zones d'activités (ZA) d'intérêt régional en fibre optique et l'accès à des offres concurrentielles, un maximum de foyers et d'entreprises directement raccordés en fibre optique.

Ce programme indiquant enfin qu'un Syndicat Mixte Ouvert (SMO) serait la structure de portage, l'outil structurant et de mutualisation, avec pour membres la Région et les Départements porteurs de SDTAN.

#### SDTAN départementaux

Les Alpes de Haute-Provence ont adopté leur SDTAN le 30 mars 2012. L'ambition du Département des Alpes-de-Haute-Provence se traduit par les objectifs suivants conformes à la SCoRAN afin de déployer un réseau de fibre optique pour tous (FttH) et contribuer ainsi au désenclavement numérique :

- A l'horizon 2020, couvrir 70% de la population en fibre optique (FttH) en desservant en priorité les principaux sites à enjeux que sont les zones économiques, les sites touristiques et les pôles d'éducation et de santé et permettre à tous un accès haut débit minimum de 10Mbit/s ;
- Dès 2013, pour les territoires à enjeux qui ne seront pas couverts en fibre optique d'ici 10 ans, mettre en œuvre la montée en débit ;
- Pour le reste du territoire, favoriser l'accès au très haut débit par voie satellitaire.

Le 7 février 2012, Le Conseil Départemental des Hautes-Alpes a adopté son Schéma Directeur Territorial d'Aménagement Numérique (SDTAN).

Le SDTAN affirme l'aménagement numérique comme un enjeu majeur d'aménagement, de désenclavement et de développement du territoire des Hautes-Alpes :

- A l'horizon de 5 ans, l'objectif est d'atteindre « 10 Mbit/s pour tous », en passant par la modernisation du réseau téléphonique existant (opticalisation des répartiteurs, montée en débit) et en commençant le déploiement du FttH,
- A long terme (horizon de 15 ans), une couverture en très haut débit pour le plus grand nombre.

#### Projet PACA THD

La première phase du projet d'aménagement numérique, que porte PACA THD sur les territoires des Alpes de Haute-Provence et des Hautes-Alpes, intègre les premières actions opérationnelles des SDTAN élaborées par les Départements et de la SCoRAN définie par la Région, et est articulée autour de plusieurs axes :

- Le déploiement de la fibre à l'Abonné (FttH),
- La desserte en fibre optique de sites prioritaires, publics et privés (FttE),
- La Montée en Débit sur le réseau cuivre (MED xDSL) fondée sur l'offre Point de Raccordement Mutualisé (PRM),
- La réalisation d'un réseau de collecte, notamment en complément de celui d'Orange,
- L'aide à l'équipement satellitaire.



Les actions identifiées sont envisagées sur l'ensemble des communes ne faisant pas l'objet d'intention d'investissements privés pour le déploiement du Très Haut Débit.

Le projet global a fait l'objet du dépôt d'un dossier de financement auprès de l'Etat au titre du Fonds national pour la Société Numérique (FSN). Un accord préalable de financement du Premier Ministre de 29,82M€ a été obtenu en janvier 2014. Le projet est ainsi conforme au Programme France Très Haut Débit et bénéficie de la notification d'Aide d'Etat portée par l'Etat au titre du programme national.

Il convient par ailleurs de noter que des premières actions prioritaires ont été mises en œuvre sur la période 2013-2015 avec le lancement des premières opérations de montée en débit et d'opticalisation de Nœuds de Raccordement d'Abonnés (NRA) et de Nœuds de Raccordement d'Abonnés en Zone d'Ombre (NRA-ZO). Elles ont en partie été financées sur le PO FEDER 2007-2013.

#### Périmètre de la demande de financement

Dans le cadre de la présente demande de financement FEDER au titre de la Priorité d'investissement 2a du PO FEDER, PACA THD soumet un projet correspondant aux actions engagées au cours des années 2016, 2017 et 2018 et permettant la desserte des cibles prioritaires de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur et des Départements des Alpes de Haute-Provence et des Hautes-Alpes. Il s'agit donc d'une partie seulement des investissements qui seront engagés d'ici 2020 dans le premier plan quinquennal de travaux.

#### Objectifs recherchés :

Les actions engagées prioritairement par PACA THD sur 2016, 2017 et 2018 viseront notamment :

- Le développement prioritaire du Très Haut Débit au bénéfice des entreprises et des principaux sites publics du territoire (santé, éducation, inclusion numérique, etc.); il s'agit notamment de soutenir la compétitivité des entreprises du territoire en leur apportant un levier d'amélioration de leur activité au travers des usages numériques liés au très haut débit (THD) et de permettre aux acteurs publics du territoire (Lycées, Collèges, Hôpitaux, Maisons de Santé, Collectivités locales, Etablissements Publics Numériques (ERIC), Maisons de Services Publics, etc.) de disposer des connexions nécessaires à l'exercice de leurs missions de service public à l'ère du numérique (e-santé, e-éducation, e-administration...).
- La poursuite des actions en faveur de la réduction rapide de la fracture numérique à destination des entreprises et foyers mal desservis par les réseaux de communication électronique (montée en débit, développement d'offres de services concurrentiels sur le territoire ...); il s'agit notamment de faire bénéficier l'ensemble des cibles concernées des avantages socio-économiques liés à l'accès à la société de l'information.

#### Résultats escomptés (cible visée)

1/ Le périmètre du projet présenté pour 2016, 2017 et 2018 concerne 42 communes (sur 360 hors zone AMII). Il permet toutefois d'avoir un effet de levier très important sur la desserte des sites prioritaires au sens du PO FEDER :

- 49% des ZAE situées hors zone AMII,
  - 67% des entreprises de plus de 20 salariés situées hors zone AMII,
  - 100% des lycées situées hors zone AMII,
  - 96% des collèges situées hors zone AMII,
  - 95% des hôpitaux situées hors zone AMII,
  - 100% des maisons de retraite situées hors zone AMII,
- Par ailleurs, la couverture des autres sites prioritaires au sens de PACA THD est également importante (hors PO FEDER).
- 35% des écoles situées hors zone AMII,
  - 100% des centres de santé situées hors zone AMII,
  - 61% des Maisons de service public situées hors zone AMII (actuelles et futures),
  - 86% des EPN ERIC situées hors zone AMII,
  - 53% des gendarmeries situées hors zone AMII,



- 59% des sièges d'EPCI situées hors zone AMII,
- 57% des SDIS situées hors zone AMII,

2/ Le projet permet de déployer a minima ~31 000 prises FTTH entre 2016 et 2018. (NB : 39 000 autres prises FTTH seraient déployées entre 2019 et 2020)

3/ Plusieurs dizaines de milliers de lignes pourraient bénéficier d'une montée en débit sur cuivre et pour certaines bénéficier du Très Haut Débit via VDSL2 :

- ~24 000 lignes pourraient au total bénéficier de projets d'opticalisation. Donc une partie (20 à 30%) pourrait bénéficier du VDSL2.
- ~18 000 lignes téléphoniques pourraient au global bénéficier d'une montée en débit via PRM, dont ~80% bénéficieraient du Très Haut Débit par VDSL2.

#### Calendrier et phasage de l'opération :

Période prévisionnelle d'exécution	Début : 01/01/2016	Fin : 30/12/2018
------------------------------------	--------------------	------------------

Les principales étapes de mise en œuvre du projet sont les suivantes :

- Avril 2014 (réalisé) : recrutement d'un AMO technique et financier (groupement TACTIS/CMK/ON-X/COGISYS) et d'un AMO juridique (BOT Avocats) pour une durée de 4 ans.
- Mars 2015 (réalisé) : recrutement de deux maîtres d'œuvre (groupement LMI/Safege pour la Montée en Débit et les opticalisations, et groupement EGIS/Parera pour le FTTH)
- D'ici fin 2015 (rédaction DCE en cours) : sélection des titulaires des marchés de travaux pour la montée en débit d'une part et pour le FTTH d'autre part.
- D'ici fin 2015 (négociation en cours) : sélection de l'exploitant du réseau dans le cadre d'une DSP en affermage
- 2016 à 2018 : Lancement effectif des travaux et de l'exploitation du réseau – objet du projet déposé dans le cadre de ce dossier

### DEPENSES ET RESSOURCES

#### Postes de dépense

Type d'assujettissement	HT
Type d'échéancier	Pas d'échéancier

#### Détails des postes de dépense

Catégorie de dépense	Direct/Indirect	Fonctionnement/ Investissement	Montant ( HT)
Dépenses de prestations externes de service	Direct	Investissement	1 630 434,80 €
AMO et Maitrise d'oeuvre			
Dépenses d'Investissement matériel et immatériel	Direct	Investissement	16 787 607,67 €
Déploiement des réseaux			
Total :			18 418 042,47 €

#### Ressources

Les co-financeurs sollicités couvrent-ils la même période d'exécution et la même assiette de dépenses éligibles ?	Non
Le porteur a-t-il sollicité une avance pour le fond européen ?	Non



**Détails des  
ressources**

Financier	Partenaire	Imputation	Régime d'aide	Taux(%)	Montant (€ HT)	Montant réalisé	Montant retenu	Taux d'avancement
Autre partenaire récurrent	Caisse des dépôts et consignation			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
UNION EUROPEENNE	Fonds européen de développement régional		SA.37183 / Plan France Très Haut Débit [Régime exempté]	26,64	4 907 373,0 3	2 816 063,15	4 638 852,04	15,29
<b>Total co- financier</b>				<b>26,64</b>	<b>4 907 373,0 3</b>	<b>2 816 063,15</b>	<b>4 638 852,04</b>	<b>15,29</b>
Bénéficiaire				73,36	13 510 669, 44			
COUT TOTAL ELIGIBLE				<b>100,00</b>	<b>18 418 042, 47</b>	<b>2 816 063,15</b>	<b>4 638 852,04</b>	<b>15,29</b>



## INSTRUCTION

<b>Service instructeur :</b>	Direction des Affaires Européennes - PACA	<b>Avis du service instructeur :</b>	Favorable
------------------------------	---	--------------------------------------	-----------

### Motivation du service instructeur :

Le Syndicat mixte ouvert PACA THD a été créé en 2012 par la Région SUD et les départements 04 et 05 qui lui ont transféré leurs compétences d'aménagement numérique visées à l'article L 1425-1 du code général des collectivités territoriales pour mettre en œuvre la Stratégie de Cohérence Régionale d'Aménagement Numérique (SCORAN), qui vise à horizon 2030 au plus tard le raccordement au haut débit de l'ensemble de la population régionale. Sa vocation est d'intervenir dans les zones délaissées par l'initiative privée. Cette stratégie régionale a été déclinée par les Conseils Départementaux 04 et 05 via l'adoption en 2012 de leurs Schémas Directeurs Territoriaux d'Aménagement Numérique (SDTAN). Les SDTAN définissent précisément les objectifs du déploiement du Haut Débit et du très Haut Débit dans ces deux départements et permettent d'identifier les étapes clés de ce déploiement à horizon 2020. Ils constituent la « feuille de route » du SMO sur ces territoires.

Sur la période 2013-2015, le SMO a réalisé les premières actions prioritaires identifiées dans les SDTAN, avec notamment le lancement d'opérations de montée en débit sur le réseau ADSL (MED 1) et d'opticalisation de nœuds de raccordement d'abonnés (NRA).

Le projet pour lequel le SMO bénéficie d'un cofinancement FEDER sur le POR 2014-2020 vise, sur la période 2016-2018, la poursuite des opérations de montée en débit (MED 2) et la mise en œuvre de la première partie du programme quinquennal 2016-2020 de déploiement et de raccordement au très haut débit de l'ensemble des zones délaissées par l'initiative privée dans ces deux départements alpins à faible densité de population.

De façon plus précise les principaux éléments conventionnés sont les suivants :

- Calendriers :

Exécution physique : du 01/01/2016 au 31/12/2018

Éligibilité des dépenses : du 01/01/2016 au 30/06/2019

- Plan de financement volet dépenses :

Coût total éligible : 39 703 880,00 € HT dont

10 000 000 € sur la poursuite de la montée en débit (MED2)

29 703 880 € sur le déploiement du très haut débit (FTTH)

- Plan de financement volet ressources :

Aide prévisionnelle FEDER : 10 000 000,00 €

Subvention Etat au titre du Fond de Soutien Numérique : 9 901 293,00 € sur le périmètre déploiement du FTTH

Autofinancement : 19 802 587,00 €

- Indicateurs de réalisation :

IR2a1 ; nombre de prises FTTH financées : 31 000

IC10 ; nombre de ménages additionnels couverts par un accès large bande d'au moins 30 Mbps : 65 000

La mise en œuvre de ce projet a connu des difficultés. En effet, si les opérations de montée en débit se sont déroulées dans les délais prévus, celles de déploiement du très haut débit ont pris un retard significatif. Ce retard est notamment dû aux modalités de mise en œuvre : le SMO était maître d'ouvrage des travaux de déploiement et devait donc suivre une multitude de chantiers répartis sur l'ensemble des Alpes du Sud. Une fois les réseaux réalisés, il les confiait au délégataire du réseau d'initiative publique chargé de leur exploitation. De fait, au 31/12/2018, seule une petite partie de l'objectif de prises FTTH raccordées était atteint : environ 2300.

Ainsi, entre janvier 2016 et juin 2019, le porteur de projet a transmis 4 demandes de paiement FEDER qui ont conduit le service instructeur

- à certifier 18 418 042,47 € de dépenses

- à verser au SMO 4 638 852,04 € de FEDER (25,19 % du montant total des dépenses certifiées)

- à retenir les indicateurs de réalisation suivants :

IR2a1 ; nombre de prises FTTH financées : 2 355

IC10 ; nombre de ménages additionnels couverts par un accès large bande d'au moins 30 Mbps : 5 284





En janvier 2018, le Gouvernement a invité les collectivités territoriales à saisir et sécuriser, dans le cadre d'appels à manifestations d'engagements locaux (AMEL), de nouvelles opportunités d'investissement privé, afin d'accélérer la couverture numérique de leur territoire. Ce dispositif prévoit que les collectivités territoriales puissent sélectionner un opérateur privé qui s'engage selon les modalités de l'article L. 33-13 du Code des Postes et des Communications Electroniques. Cet opérateur doit notamment s'engager à déployer un réseau FttH sur tout ou partie du territoire de la collectivité en complémentarité des déploiements des opérateurs tiers, qu'ils relèvent d'initiative privée ou publique.

Au printemps 2018, le SMO a lancé une procédure d'AMEL au terme de laquelle il a choisi l'opérateur SFR pour reprendre le réseau et le développer selon les objectifs fixés dans les schémas départementaux d'aménagement numérique des CD 04 et 05 (délibérations du comité syndical 2018-027, 2018-063 et 2018-065).

Ce choix a été validé par arrêté du 20 mai 2019 du ministère de l'Economie et des Finances après avis n° 2019-0635 du 23 avril 2019 de l'Autorité de Régulation des Communications Electroniques et des Postes (ARCEP). Il a donné lieu à un acte de cession signé le 23 décembre par le SMO, vendeur, la société SFR FTTH, acquéreur et la société SRF, garant. Cette cession avait été approuvée par délibération du comité syndical n°2019-037 du 13 novembre 2019.

La cession, d'un montant de 80 M€ HT, comprend l'ensemble du réseau d'initiative publique (RIP) haut débit et très haut débit détenu par le Syndicat Mixte Ouvert couvrant les départements des Hautes Alpes, des Alpes de Haute Provence et des Bouches du Rhône. En contrepartie, la société SFR THD s'est engagée à déployer sur ses seuls fonds propres 100 % des prises non encore réalisées et raccordées situées en zone d'initiative publique dans ces 3 départements d'ici fin 2022, soit un total de 264 000 prises dont 213 000 dans les départements 04 et 05.

L'objectif principal de cette reprogrammation est de prendre acte de cette cession et de mesurer ses conséquences sur le dossier FEDER d'un point de vue juridique (I), puis d'un point de vue financier (II).

I) Les conséquences juridiques de cette cession résultant d'un AMEL doivent s'analyser au regard de l'article 71 du règlement UE 1303/2013 portant dispositions relatives à la gestion des fonds structurels européens intitulé « pérennité des opérations » :

Cet article dispose que :

1. Une opération comprenant un investissement dans une infrastructure ou un investissement productif rembourse la contribution des Fonds ESI si, dans les cinq ans à compter du paiement final au bénéficiaire ou dans la période fixée dans les règles applicables aux aides d'Etat, selon le cas, elle subit l'un des événements suivants :

- a) l'arrêt ou la délocalisation d'une activité productive en dehors de la zone couverte par le programme ;
- b) un changement de propriété d'une infrastructure qui procure à une entreprise ou à un organisme public un avantage indu ;
- c) un changement substantiel affectant sa nature, ses objectifs ou ses conditions de mise en œuvre, (ce) qui porterait atteinte à ses objectifs initiaux. (en anglais : a substantial change affecting its nature, objectives or implementation conditions which would result in undermining its original objectives.)

Les sommes indûment versées en faveur de l'opération sont recouvrées par l'Etat membre au prorata de la période pendant laquelle il n'a pas été satisfait aux exigences.

Si l'opération n'est pas concernée par le cas de figure mentionné au point a), elle l'est par les deux autres points, qu'il convient donc d'analyser.

1. Concernant le b) de l'art. 71 du règlement UE n° 1303/2013 « un changement de propriété d'une infrastructure qui procure à une entreprise ou à un organisme public un avantage indu »

La question est de savoir si la vente du réseau, projet soutenu en partie par le FEDER, à SFR, sans récupération des fonds FEDER versés jusque-là au SMO, constitue un avantage indu au bénéfice de SFR.

C'est en effet lorsque l'Etat (au sens large) constate l'existence d'un avantage indu que la récupération de l'aide illégale s'impose.

La jurisprudence de la Cour est constante en la matière : la conséquence logique de la constatation de l'illégalité d'une aide est sa suppression par voie de récupération afin de rétablir la situation antérieure. En effet, le principal objectif visé par la récupération d'une aide d'Etat versée illégalement est d'éliminer la distorsion de concurrence causée par l'avantage concurrentiel procuré par une telle aide. Or, par le remboursement de l'aide, le bénéficiaire perd l'avantage dont il disposait sur le marché par rapport à ses concurrents et la situation antérieure au versement de l'aide est rétablie (arrêt du 8 décembre





2011, Residex Capital IV, C-275/10, EU :C :2011 :814, points 33 et 34).

En premier lieu, le financement FEDER a été octroyé régulièrement au SMO. C'est initialement une aide légale.

Les conditions du changement de propriété sont le résultat d'une procédure d'appel à manifestation d'engagements locaux dont les engagements ont été acceptés et rendus opposables par le ministre chargé des communications électroniques en application de l'art. 33-13 CPCE.

Cette procédure ne fait pas l'objet d'un encadrement formel. Le Gouvernement a invité les collectivités territoriales à saisir et sécuriser ces appels à manifestations en veillant à ce que l'ensemble des opérateurs/investisseurs privés soient en mesure, sur une base objective et non discriminatoire, de faire part de leurs propositions aux porteurs de projet.

Il résulte de la jurisprudence européenne qu'en l'absence de réglementation particulière, il est nécessaire de respecter les principes fondamentaux de la commande publique.

En l'occurrence, les principes d'égalité de traitement et de non-discrimination en raison de la nationalité imposent, notamment, à l'autorité concédante une obligation de transparence, laquelle consiste à garantir, en faveur de tout soumissionnaire potentiel, un degré de publicité adéquat permettant une ouverture à la concurrence de la procédure d'attribution ainsi que le contrôle de l'impartialité de cette procédure, sans nécessairement impliquer une obligation de procéder à un appel d'offre (CJCE 7 déc. 2000, aff. C-324/98, Telaustria et Telefonadress, Rec. I10745, pt 60.).

En l'espèce, décidée en comité syndical du 11 avril 2018 (délibération 2018-027), la procédure d'AMEL mise en œuvre par le SMO l'a conduit à consulter plusieurs opérateurs durant l'été 2018. Au terme de cette consultation, le SMO a reçu 3 propositions :

- L'une émanant d'Orange/ Covage
- La deuxième d'Altitude, titulaire de la DSP alors en cours
- La troisième de SFR

A l'issue d'un premier échange avec les 3 candidats, seuls deux ont maintenu leur offre : SFR et Altitude. Le rapport 2018-63 du SMO analysant les propositions des 2 opérateurs qui a servi de base à la délibération du même numéro du 20 décembre 2018 autorisant la présidente du syndicat mixte à poursuivre les négociations avec SFR rappelle ces différentes étapes.

Ainsi, cette procédure répond bien aux exigences de transparence, d'égalité de traitement et de non-discrimination attendues d'une procédure qui ne fait pas l'objet d'un encadrement formel mais doit respecter les principes fondamentaux de la commande publique : liberté d'accès, égalité de traitement et transparence des procédures.

2. Concernant le c de l'art. 71 du règlement UE n° 1303/2013 « un changement substantiel affectant sa nature, ses objectifs ou ses conditions de mise en œuvre, (ce) qui porterait atteinte à ses objectifs initiaux. (en anglais : a substantial change affecting its nature, objectives or implementation conditions which would result in undermining its original objectives »)

Concernant la notion de changement substantiel, dans sa décision Comune di Ancona (CJUE, 4e ch., 14 nov. 2013, aff. C-388/12), la Cour précise la notion de modification importante : une telle modification doit affecter la nature ou la mise en œuvre d'une opération financée au titre du FEDER et mettre en cause l'aptitude du projet à atteindre son objectif. Une modification importante peut résulter non seulement de modifications physiques du projet mais également d'une modification fonctionnelle du projet, lorsque l'ouvrage est affecté à des usages non prévus initialement. Dans ce cas, il est nécessaire de montrer que la modification réduit la capacité de l'ouvrage à remplir la fonction qui lui avait été assignée en premier lieu.

Il s'agit donc ici d'apprécier si des modifications sont intervenues :

- par rapport au dossier de demande de concours FEDER
- si elles sont de nature à transformer significativement l'utilisation de l'ouvrage prévue initialement
- et si elles réduisent de manière significative la capacité de l'opération en cause à atteindre l'objectif lui ayant été assigné.

Or, en l'espèce :

- le projet porté par le SMO avait pour objet le déploiement du réseau d'initiative publique des départements des Alpes de Hautes Provence, des Hautes Alpes et des Bouches du Rhône.
- l'objet de l'AMEL est identique



- ces objectifs locaux ont pris la forme d'engagements opposables par le ministre chargé des communications électroniques

Ainsi, si les conditions de mise en œuvre évoluent substantiellement du fait de l'AMEL, les objectifs initiaux ne sont pas modifiés. Au contraire, l'AMEL a pour objectif d'accélérer le déploiement du THD sur le RIP du SMO, qui a pris beaucoup de retard, et d'atteindre ainsi d'ici fin 2022 les objectifs fixés initialement : la création de 213 000 prises dans les départements 04 et 05 dont les 28 654 (31 000 moins 2 355 déjà réalisées) indiquées l'annexe 2 de la convention attributive de subvention FEDER.

II) Les conséquences financières de la cession nécessitent de s'assurer que le montant de vente du réseau ne procure pas un avantage financier ni au vendeur, le SMO, ni à l'acheteur SFR.

Dans son courrier du 21 octobre 2019, la présidente du SMO présente les grands volumes financiers du SMO depuis sa création :

- Recettes / entrées de trésorerie hors emprunts : 54,3 M€ dont 42,7 M€ de contribution des membres, 9,8 M€ de subventions de l'Etat -FSN) et de l'Europe (FEDER) et 1,8 M€ de redevances de la DSP)
  - Dépenses : 86,7 M€ dont 75,6 M€ d'investissements, 3,7 M€ de travaux en régie et 7,4 M€ de frais généraux
- Ainsi, avant le lancement de la procédure AMEL, les dépenses étaient de 32,4 M€ plus élevées que les recettes.

Le montant de la cession s'élève à 80 M€. Ce montant est issu d'une procédure respectant les principes fondamentaux de la commande publique (cf point I.1) et est légèrement supérieur à celui des investissements et des travaux en régie réalisés par le SMO (79,3 M€). Il ne procure pas d'avantage indu à SFR.

Par ailleurs, pour le SMO, le choix de la procédure d'AMEL le conduit à résilier les marchés de travaux en cours, pour un montant actuellement estimé à 3 M€ et surtout la délégation de service public passée avec Altice Infrastructure pour exploiter le réseau construit par le SMO. Le montant de cette résiliation est actuellement estimé à 32 M€. Enfin le SMO doit également verser à ses banques des indemnités de remboursement anticipé de ses emprunts, pour un montant estimé à 0,5 M€.

Ainsi, du fait de l'AMEL, les dépenses à venir (32,4 M€ de différence entre les recettes et les dépenses + 35,5 M€ de coût de résiliation et d'indemnités, qui sont estimées à 67,9 M€, sont inférieures de 12,1 M€ au montant de la cession.

Pour autant :

- Ce montant, de 12,1 M€, reste à confirmer car il dépend en grande partie du coût des dépenses contentieuses qui ne seront stabiliser qu'à l'issue des procédures de résiliation
- Il ne représente qu'un tiers de l'ensemble des subventions versées par les membres du SMO depuis sa création
- Il ne génère pas de « retour sur investissement » pour le SMO et ses membres, qui restent contributeurs nets du déploiement du réseau d'initiative publique à hauteur de 30 M€.

Par conséquent, d'un point de vue financier, la cession ne procure un avantage financier indu ni au SMO, vendeur, ni à SFR, acheteur, qui conduirait à l'obligation pour le SMO de rembourser les versements FEDER déjà perçus.

Conclusion :

Il ressort de ces analyses juridiques et financières les conclusions suivantes :

- ➔ Les dépenses d'études et de travaux réalisés par le SMO entre le 1er janvier 2016 et le 31 décembre 2018 et certifiés par le service instructeur ne sont pas remis en cause et sont donc toujours éligibles à un soutien par le FEDER.
- ➔ L'objectif poursuivi via l'AMEL restant inchangé par rapport au projet initial mais les conditions de mise en œuvre évoluant, les dépenses réalisées pour l'achèvement de l'objectif ne sont pas éligibles à un soutien
- ➔ Il convient dès lors de reprogrammer l'opération afin de la solder
  - o en substituant au montant initialement programmé de 39 703 880 € HT le montant certifié de 18 418 042,47 €
  - o en substituant au montant de FEDER programmé de 10 000 000 € le montant de FEDER effectivement versé de 4 907 373,03 €
  - o en supprimant le cofinancement Etat car il s'avère après échange avec le SMO que l'Etat n'a versé de subventions au SMOP que pour les opérations de montée en débit MED1 et que par conséquent, les subventions Etat ne portent pas sur le même périmètre de dépenses que celles du SMO ni sur la même temporalité (les dépenses certifiées à l'Etat datent de 2013 à 2015,



le projet FEDER démarre le 1er janvier 2016)

**CONCLUSION : avis favorable**

Cette reprogrammation vise à tirer les conséquences de la mise en œuvre en 2018- 2019 d'une procédure d'AMEL (appel à manifestation d'intérêt local) à l'issue de laquelle le SMO a choisi l'opérateur SFR.

Etant conforme aux dispositions de l'article 71 du règlement UE 1303/2013 relatif à la pérennité des opérations, ne générant pas d'avantage indu au vendeur le SMO ni à l'acheteur SFR qui s'est engagé sur ses fonds propres à poursuivre et à achever le déploiement du réseau qui avait pris du retard, cette reprogrammation vise à valider le plan de financement définitif de l'opération, constitué des dépenses certifiées par le service instructeur et des versements de FEDER déjà effectués afin de solder l'opération.